

PROCÈS DES AUTEURS PRÉSUMÉS DE L'ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Belkharchi renvoie l'affaire au 12 avril

Très attendu par l'opinion publique, le procès des mis en cause de l'attentat à la voiture piégée contre le Palais du gouvernement, le 11 avril 2007, à Alger, qui avait fait 20 morts et 22 blessés, a été reporté au 12 avril prochain. La décision a été prise, hier, par le président du tribunal criminel d'Alger, Belkharchi.

A. Bettache - Alger (Le Soir) - La décision du président du tribunal a été motivée par l'absence de quatre avocats de la défense représentant huit inculpés dans cette affaire sur les dix-huit poursuivis.

Parmi les inculpés, il y a le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droudkel, toujours en fuite.

Il y a lieu de rappeler que ces derniers ont déjà été condamnés dans d'autres attentats.

L'attentat contre le Palais du gouvernement avait été perpétré en même temps que celui

ayant visé le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar, un quartier situé à l'est de la capitale, non loin de l'aéroport.

Le dernier report du procès, remontant au 29 avril 2010, est dû, selon le président du tribunal Omar Benkharchi, «au pourvoi en cassation interjeté par le prévenu Ouzandja Khaled contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant les assises d'Alger et à propos duquel la Cour suprême n'a pas encore tranché».

Le magistrat avait, ainsi, ordonné le report de l'affaire, le temps que la Cour



Attentat contre le Palais du gouvernement le 11 avril 2007.

suprême rende son arrêt. Les mis en cause doivent répondre des chefs d'inculpation d'appartenance à groupe terroriste dont le but est de semer l'effroi au sein de la population et

créer un climat d'insécurité, de participation à des actes terroristes avec usage d'explosifs et homicide volontaire avec préméditation et guet-apens.

Selon l'arrêt du dernier

renvoi, les huit prévenus, dont un est en liberté provisoire, ont reconnu, devant les services de sécurité et le juge d'instruction lors de leur première comparution, «avoir planifié et exécuté»

l'attentat contre le Palais du gouvernement.

Ils ont également reconnu appartenir à la Katibet El Arkam activant dans la région de Thénia (wilaya de Boumerdès), sous la bannière du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dont la dénomination actuelle est l'organisation d'Al Qaida au Maghreb islamique.

Pour rappel, un kamikaze s'est fait exploser à bord d'un véhicule, faisant, selon un bilan officiel, neuf morts et 32 blessés.

Il convient de rappeler, qu'au même moment, un second attentat à la bombe, perpétré par un autre kamikaze, a visé un commissariat de police à Bab Ezzouar (est d'Alger) et avait fait 8 morts et 52 blessés.

A. B.

FORUM D'EL MOUDJAHID

L'ACM appelle à la création d'un laboratoire national

L'Association contre les myopathies (ACM) appelle à la mise en place d'un laboratoire national pour le diagnostic des maladies neuromusculaires.

«Ce laboratoire aura pour mission la recherche, la prévention et le diagnostic des myopathies. Il permettra ainsi, de diminuer le handicap moteur induit par cette maladie», a expliqué M^{me} Tassadit Bahamid, vice-présidente de l'ACM, hier, au forum d'El Moudjahid.

Elle rappellera, à l'occasion, que l'Algérie compte de 30 à 35 000 myopathes à travers le territoire national, dont 5 000 membres de l'association.

Pour sa part, le président de l'association, Akli Aknine, a soulevé les difficultés que rencontrent les handicapés pour accéder au monde du travail. «Les handicapés trouvent d'énormes difficultés à accéder à un poste d'emploi, et de plus, de par leur fragilité, souvent, il leur est difficile de le garder», a-t-il précisé.

S'agissant de la loi qui oblige les

entreprises publiques et privées ainsi que les administrations à réserver 1% des postes de travail aux personnes handicapées, la conseillère du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, M^{me} Bourouis, a déclaré qu'«il faudrait augmenter ce pourcentage».

Quant à l'Ansej, son représentant a affirmé que «très peu» de handicapés se sont intéressés à leur dispositif de soutien à l'emploi.

Rym Nasri

TIZI-OUZOU

Un terroriste abattu à Tadmaït

Selon plusieurs sources, un village situé sur les hauteurs de la ville de Tadmaït, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou, a été, dans la matinée d'hier, le théâtre d'un violent accrochage entre des militaires stationnés dans la région et un groupe terroriste, dont le nombre d'éléments le constituant n'a pu être déterminé avec exactitude.

L'échange de tirs a été très violent durant les quelques minutes qu'il a duré. Selon les mêmes sources, un terroriste a été abattu et sa kalachnikov récupérée alors qu'un citoyen a été blessé par les éclats d'un obus.

A. M.

DÉBAT SUR L'ISLAM EN FRANCE

Une occasion encore de révéler le marasme de la Grande Mosquée de Paris

Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, ne se départit décidément pas de son appui inconditionnel au pouvoir de droite, même lorsque ce dernier donne en pâture un débat sur l'islam, un os à ronger chargé de faire oublier l'échec économique et social de Sarkozy. Le recteur de la Grande Mosquée de Paris vient de faire un virement inattendu en déclarant qu'il prendra part au débat sur l'islam organisé par Copé, et ce, malgré l'éviction avec fracas de Abderrahmane Dahmane (militant UPM, lui aussi) de son poste de conseiller du président, et malgré l'appel, lancé de la Mosquée de Paris jeudi dernier, par de nombreux fidèles à quitter l'UMP.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Quel beau cadeau que vient d'offrir Dalil Boubakeur à François Copé et quelle caution ! Le secrétaire général de l'UMP initiateur — avec Sarkozy — du débat sur l'islam en France — transformé pour mieux passer en débat sur la laïcité — a rencontré Boubakeur samedi. Alors que jusque-là, le recteur demandait (timidement, il est vrai) de ne pas organiser ce débat prévu pour le

5 avril, il a fallu d'un seul entretien avec Copé pour qu'il se déclare finalement pour et annoncer qu'il allait rejoindre ce débat «pour le pacifier».

En fait, cette annonce vient couronner des événements pour le moins curieux. Jeudi, lors d'une rencontre à la Mosquée de Paris, des représentants de la communauté musulmane, y compris Dalil Boubakeur, se sont élevés contre le débat sur l'islam et ont demandé son annulation «les citoyens musulmans de France ne doivent

pas être les boucs émissaires d'une situation de crise». Ils ont appelé à quitter l'UMP pour ceux qui y sont encartés. Abdellah Zekri, un des responsables de la mosquée et du CFCM, a même déchiré devant les caméras sa carte de l'UMP et demandé aux fidèles de faire de même. Immédiatement, le lendemain de cette rencontre, soit le vendredi, Dahmane Abderrahmane, président du Conseil des démocrates musulmans de France (CDMF) et conseiller de Sarkozy chargé de la diversité, s'est vu limogé par Sarkozy pour avoir déclaré à la Mosquée de Paris, la veille «l'UMP de Copé, c'est la peste pour les musulmans» et comparé la situation des musulmans en France, aujourd'hui, à «celle des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale», comme il a dénoncé «une poignée de néo-nazis» qui a décidé de lancer ce débat. Il n'en fallait pas plus pour qu'il se voit signifier immédiatement son

limogeage matérialisé sur-le-champ par un arrêté dans le Journal officiel. Alors qu'à cette rencontre de jeudi, l'accord était fait sur le rejet de ce débat et le refus de le cautionner, Dalil Boubakeur reçoit le lendemain Copé, pour s'y rallier finalement et se fendre, en sus, d'un communiqué dans lequel il déclare, entre autres, «regretter les propos excessifs et insultants tenus par certains intervenants lors de la soirée de jeudi qui ont suscité une légitime émotion». Il fait naturellement allusion aux propos de Dahmane Abderrahmane, qu'il semblait pourtant partager deux jours avant. Mais cette pirouette n'est pas nouvelle de la part du recteur.

Depuis des mois, Dalil Boubakeur est décrié par les responsables à l'intérieur de la mosquée mais aussi ailleurs dans d'autres mosquées, comme chez certains membres d'associations culturelles ou cultuelles. Au-delà

de la personnalité contestée de Dalil Boubakeur qui s'est toujours rangé du côté du pouvoir, la Grande Mosquée de Paris comme le CFCM vivent une véritable crise et leurs membres sont très contestés par les fidèles. Nous avons eu à le vérifier lors de la visite en France de Halim Benattallah, secrétaire d'Etat à la communauté algérienne à l'étranger, qui s'était vu interpellé par beaucoup de participants aux meetings organisés alors et qui lui décrivaient une situation catastrophique de la situation du culte musulman dirigé par une poignée qui «fait fuir les fidèles» et lui demandaient de changer «ces responsables, et à leur tête Dalil Boubakeur, qui se servent de la mosquée pour leurs affaires». Ces voix discordantes à l'intérieur de la Mosquée de Paris ne sont donc que la traduction du marasme que connaît cette institution depuis quelques années.

K. B.-A.